



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 24 Juillet 2011

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

Sommaire

Afrique subsaharienne
La production alimentaire ne suit pas

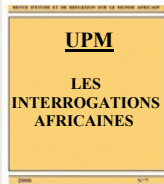
Entretien avec **Bernard Debré**
Ancien ministre de la coopération

Méditerranée
Diversité au nord de l'Afrique et en Méditerranée

Sénégal
Encore !

Télégrammes
Livres

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE



Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain
www.lescachiersde-lafrique.fr

SÉNÉGAL



Encore !

Le Président Abdoulaye Wade a tout fait renoncé à son projet de réforme constitutionnelle, qui prévoyait l'élection conjointe d'un président et d'un vice-président et la possibilité d'une élection au premier tour pour le candidat arrivant en tête s'il atteignait 25% des suffrages.

L'abandon du projet s'est fait sous la pression de la rue, où les premières manifestations politiques ont été suivies par d'autres de caractère plus social contre les trop fréquentes coupures d'électricité.

Le Président Wade a ensuite évoqué l'hypothèse d'un rapprochement de l'élection présidentielle au tout début de l'année 2012. Il entend donner la parole au peuple. L'opposition considère qu'il ne voudrait pas laisser le temps aux différents leaders de l'opposition de trouver un accord pour s'unir contre lui. Quoi qu'il en soit, le Chef de l'État et les chefs de l'opposition de même, devront compter avec une société civile structurée et une population largement éduquée et qui a une capacité politique de jugement et de choix supérieure à la moyenne en Afrique et dans le monde.

É
D
I
T
O

Famines en Afrique

organisations internationales humanitaires sont parties pour cause d'insécurité, ces populations meurent ou fuient vers les camps de réfugiés des pays voisins et notamment le Kenya, où les moyens d'accueil sont dramatiquement insuffisants.

Les famines, qui vont au-delà de la sous-alimentation, n'ont jamais tout à fait quitté l'Afrique. Mais de temps à autre elles se renforcent, par le fait d'une sécheresse aggravée ou d'une guerre locale. Elles se rappellent alors à la conscience des pays occidentaux.

C'est ce qui se produit actuellement à cause de l'aggravation de la famine dans la Corne de l'Afrique et particulièrement dans le sud de la Somalie, où la situation est tragique pour au moins deux millions d'habitants sur les huit que compte cette partie du pays tenue par les rebelles au Gouvernement central. Sans aucune aide extérieure depuis que les

Ni l'Union européenne ni les Nations-Unies ne recueillent aujourd'hui des contributions volontaires des États suffisamment importantes pour permettre une action massive dans cette région, sans pour autant réduire les moyens affectés par ailleurs – et eux aussi insuffisants – à l'ensemble des populations sous-alimentées du monde (un milliard dont 250 millions en Afrique subsaharienne).

Il y a pourtant là une priorité sans commune mesure avec les coûteuses expéditions militaires que certains gouvernements occidentaux, sous couvert de l'ONU, ont lancées et poursuivent à l'étranger.

France

Le Premier Ministre français s'est rendu du 14 au 17 juillet en Côte d'Ivoire, au Ghana et au

François Fillon en Afrique

Gabon. un choix politique, même si les questions économiques étaient au premier plan.

Afrique subsaharienne La production alimentaire ne suit pas

Quelques exceptions près, la production alimentaire sub-saharienne ne suit ni le rythme global de développement ni la croissance de la population. Le résultat est double : d'une part, le nombre des personnes sous-alimentées continue de croître - à peu près le quart de la population totale du continent - et les sociétés rurales continuent de se déstructurer ; d'autre part, la dépendance à l'égard des importations alimentaires d'autres continents augmente.

Une absence de réflexion

Cette situation est largement liée à l'absence de réflexion en la matière dans la plupart des pays sub-sahariens, dans les années qui ont suivi les indépendances ainsi que chez les

partenaires des pays du Nord engagés avec eux dans une coopération pour le développement.

Il faut dire que le soutien au paysan traditionnel africain aurait nécessité la mise en place de dispositifs extrêmement fins capables d'aller sur le terrain au niveau de l'entreprise familiale et du village et de concevoir autour, les moyens et les infrastructures capables de conforter les économies rurales et de leur permettre de répondre aux besoins alimentaires croissants de leurs pays.

Les gouvernements comme les organismes de coopération à l'étranger ont trouvé plus simple de s'intéresser à la création de grandes entreprises très souvent publiques ou parapubliques et davantage orientées vers



Famine en Somalie

des productions agro-industrielles comme le palmier à huile ou le coton. Il est apparu aussi plus simple, bien que nécessairement coûteux, d'importer de l'étranger les aliments que l'on ne produisait pas.

Le cas de la Sierra Leone

En réalité, l'idée de l'ouverture des pays africains au marché mondial des produits alimentaires a été vite présente dans l'esprit de ceux qui établissaient les nouvelles théories agricoles de l'économie mondiale.../

Afrique subsaharienne *La production alimentaire ne suit pas (suite)*

La Banque Mondiale y a joué un rôle déterminant. On a même vu, dans ce contexte, tel ou tel pays laisser dépérir une production vivrière qui existait déjà sur son sol, pour importer le même type de produits considérés comme moins cher sur le marché mondial.

Le cas de la Sierra Leone est à cet égard terriblement significatif. Les paysans serra léonais produisaient en effet depuis longtemps du riz de bonne qualité et en quantité. Mais les théoriciens du commerce international ont fait valoir au gouvernement sierra léonais qu'il valait mieux importer du riz asiatique moins cher, pour approvisionner les villes et notamment Freetown. Les paysans serra léonais ne pouvant alors plus vendre leur riz comme avant, ont progressivement abandonné leurs champs, ce qui les a conduit en grand nombre à participer à l'exode rurale vers les

villes et notamment vers la capitale. Il faut savoir que, une fois la production de riz sierra léonais fortement réduite, le riz d'importation a été vendu sur les marchés plus cher que ne se vendait auparavant le riz sierra léonais.

Des initiatives insuffisantes

Il est certes des pays où les erreurs ont été moins grandes et où les autorités se sont préoccupées de traiter certains aspects essentiels du développement agricole, à commencer par celui des ressources en eau et celui des routes d'accès aux cultures et de commercialisation des produits.

Il est certes aussi des cas où des investisseurs étrangers et notamment français ont créé de manière

exemplaire des entreprises alimentaires ou agro-alimentaires, destinées à la consommation locale (sucre, boissons, volailles, etc.). Mais d'une manière générale, ni les politiques publiques nationales, ni les actions de coopération des États occidentaux, ni les investissements privés étrangers, n'ont fourni de réponse en matière d'agriculture vivrière à la hauteur des enjeux.

Protéger la production locale

Ces dernières années ont été marquées par la prise de conscience de la plupart des autorités nationales africaines de la nécessité d'assurer soit la « sécurité alimentaire » de la population, soit la « souveraineté alimen-

taire » de leur pays. Dans ce contexte, la Banque Mondiale s'est montrée moins catégorique sur les vertus du marché mondial et s'est intéressée davantage à la production locale. Mais la nécessité pourtant évidente, en tout cas dans la phase actuelle et pour un certain nombre d'années, de protéger par des barrières douanières la production alimentaire locale et parfois la transformation valorisante de certains produits alimentaires importés du Nord, n'est pas encore reconnue comme elle le devrait.

Certains grands pays occidentaux exportateurs de denrées alimentaires à commencer par les États-Unis ne voient pas cette adaptation d'un bon œil. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), quant à elle, ne paraît pas prête non plus à s'éloigner, même en matière de production vivrière, du dogme fondateur pour elle de la liberté des échanges mondiaux.



3 questions à

Bernard Debré

Le Professeur de médecine Bernard Debré, Député de Paris et ancien Ministre de la Coopération, réagit à la situation de crise alimentaire que connaît aujourd'hui la Corne de l'Afrique

La lettre de l'Afrique :

Vous avez été en charge de la coopération au sein du gouvernement Balladur. Comment réagissez-vous aux récentes annonces de l'ONU qui décrète l'état de famine en Somalie ?

Bernard Debré :

Une nouvelle fois, le drame nous heurte en plein visage. Des millions de morts, femmes et enfants, mais aussi les hommes qui, pour certains, se battent... Pourquoi d'ailleurs, plus personne ne s'en souvient ? Ils meurent dans le silence assourdissant de l'effervescence du monde.

De temps en temps, les journalistes éclairent cette zone maudite, les Occidentaux s'émeuvent, ont mauvaise conscience puis oublient, « zappent » et regardent un match de football ou de rugby. Cela fait des années que le drame perdure, se mêlant ponctuellement à l'actualité médiatique.

LLA : Que peut-on faire ?

Bernard Debré :

De multiples actions sont envisageables, les unes conjoncturelles, d'autres sur le long terme. Dans l'immédiat, il faut « aider » et nourrir. La FAO ne semble pas parvenir à réaliser cet objectif. Il faut que nous, c'est à dire, vous et moi, mettions la « main à la poche » pour donner quelques euros. Ce seraient des milliards qu'il faudrait trouver pour, dès aujourd'hui, sauver ces vies.

Deuxième action nécessaire immédiatement, il faut que l'ONU, toutes les grandes puissances, les États et l'Afrique tentent d'arrêter la guerre des clans. Cette dernière n'a plus aucun sens, si tant est qu'elle ait pu en avoir un jadis. Alors que nous avons l'impression que les États ne s'en préoccupent pas, les armes crachent la mort. Là encore, il faut agir. La nourriture et la paix sont les deux actions immédiates.

LLA : Et à plus long terme ?

Bernard Debré :

Deux actions structurelles doivent être réalisées. Au niveau de l'eau et de la terre d'abord. L'eau, cette ressource si rare doit être plus accessible. Il faut creuser des puits, voire des pipe-lines transportant de l'eau de mer désalinisée. De plus, il faut également reboiser intensément des zones en voie de désertification, comme cela a déjà été fait dans certains pays. Ces deux actions permettraient à une nouvelle agriculture (au delà de la propre sylviculture) de voir le jour.

Il faut ensuite agir dans le domaine énergétique. Des énergies non polluantes, comme le photovoltaïque et l'éolien sont des progrès qui doivent profiter à l'Afrique. Une délégation de l'ONU, composée d'hommes et de femmes de pays différents, pourrait mener à bien ce projet, pour un mandat de dix ans. Que de belles actions, si nous arrivions à nous entendre pour sauver tant de personnes. Quels drames si nous ne faisons rien.

Méditerranée

Diversité au nord de l'Afrique et en Méditerranée

Du Caire à Rabat, des idées de changement traversent les opinions publiques et suscitent des événements. Mais les situations de départ sont différentes, les évolutions et les perspectives aussi.

L'attitude des dirigeants occidentaux à l'égard des pays du nord de l'Afrique et de la Méditerranée en général, révèle chez les américains du nord et chez les anglo-saxons européens, une distance culturelle et affective probablement insurmontable. Elle témoigne aussi de la difficulté qu'éprouvent les dirigeants de l'Europe latine à s'affirmer comme tels, et par là même à comprendre la Méditerranée comme la nature pourtant les y prédestine.

Révolution en Tunisie

C'est en Tunisie que les changements intervenus ressemblent le plus à ce que l'on appelle une révolution. L'ampleur de la protestation dans tout le pays y a déclenché non seulement le départ du chef d'État mais aussi la mise à l'écart de l'essentiel des membres de son gouvernement et de ceux qui y détenaient les clefs du pouvoir économique. Le mouvement n'est pas terminé et le peuple exige d'autres mises à l'écart ainsi que des sanctions.

Mais, surtout, il espère et réclame une amélioration de la situation économique et sociale dont chaque Tunisien puisse profiter. Or, la crise du tourisme, liée aux troubles qui ont secoué le pays, puis le reflux vers la Tunisie d'un grand nombre de libyens et d'Africains vivant en Libye et chassés par la guerre, remettent manifestement à plus tard relance économique et progrès social.

Évolution du régime en Égypte

En Égypte, la vigueur des manifestations de la place Tahir et le départ du Président Moubarak puis sa mise en accusation, ne doivent pas dissimuler que l'essentiel du dispositif de pouvoir appuyé sur l'armée, reste en place.

Quant à l'amélioration de la situation économique et sociale des populations, elle dépend de tant de conditions intérieures et extérieures, qu'elle est difficile à prédire. En politique comme sur tous les autres plans, le vrai changement est peut-être encore à venir.

Intervention étrangère en Libye

En Libye, l'intervention militaire de l'Otan, organisée et portée par Washington, Londres et Paris, a dessaisi le peuple libyen de sa liberté de choix politique. Les chefs d'État occidentaux ont décidé la chute de Kadhafi et désigné l'équipe qui le remplacerait, et qui est d'ailleurs dirigée par des hommes qui figuraient encore il y a peu de temps dans le premier cercle des chefs de son régime.

La situation se présente d'abord comme une guerre civile, où des Occidentaux aident l'un des camps, sur le terrain par des bombardements et des livraisons d'armes, en Afrique par des pressions politiques, et en Europe et en Amérique du nord par des actions de propagande.

« Il serait hasardeux de parler ici d'une révolution libyenne. Et encore plus hasardeux de parler de morale »

Au Maroc, le roi anticipe

Au Maroc tout est différent. Il y a certes eu dans la résonnance de l'actualité, des manifestations politiques à Marrakech. Mais après l'attentat qui a suivi sur la grande place et qui a eu aussi pour effet de paralyser pour un temps les mouvements de protestation, le Roi du Maroc a su comme d'habitude réagir et anticiper.

Un discours fondateur, un projet de constitution accroissant les pouvoirs et le rôle du Premier Ministre, un référendum constitutionnel obtenant dans la foulée une très forte majorité, ont détendu le climat dans les plus larges couches de l'opinion.

La mise en oeuvre rapide du nouveau mode de gouvernement et la concrétisation de nouvelles mesures favorables à l'emploi et au progrès social, ont des chances de renforcer l'idée que l'avenir du pays est bien dans les réformes progressives autour de la figure emblématique du roi.



L'Algérie telle qu'en elle même

L'Algérie évolue comme d'habitude à sa manière, qui est différente de celle de ses voisins, avec lesquels comme on le sait ses relations sont pour le moins compliquées.

« La plupart des dirigeants occidentaux du jour ne comprennent pas la Méditerranée »

C'est un grand pays disposant de ressources pétrolières et gazières très importantes et d'autres potentialités que son peuple peut ou pourrait exploiter. Il est dirigé par un régime fort, encore structuré, malgré le temps écoulé, par la guerre d'indépendance et l'affirmation nationale qui a suivi. L'armée y occupe de ce fait une place centrale.

Au delà des difficultés politiques, économiques et sociales, ainsi que des tensions qui traversent aussi bien les milieux dirigeants que l'opinion, la cohésion du pays forgée par l'histoire pourrait être le fait dominant qui déterminera l'avenir. L'intervention occidentale en Libye est naturellement très mal perçue en Algérie et ne peut que renforcer l'attachement des Algériens à l'intégrité comme à l'identité de l'Algérie.

Comprendre la Méditerranée

La plupart des dirigeants occidentaux du jour ne comprennent pas la Méditerranée, dans la diversité de ses peuples, dans leur volonté d'identité et dans leur manière de chercher la justice et la paix. Il ne faut pas s'en étonner s'agissant de Washington, qui est très loin à tous égards de la Méditerranée. Il en est presque de même pour Londres et pour les capitales du nord de l'Europe.

Mais il devrait en être autrement de l'Europe latine, qui n'arrive cependant pas à s'affirmer, et se laisse instrumentaliser en Méditerranée par ceux qui ne savent pas ou ne veulent pas comprendre les peuples méditerranéens.

D'une Afrique à l'autre*Michel Peraldi, Karthala, 2011*

C'est d'abord cette nouvelle migration que ce livre, écrit par un Directeur de recherche au CNRS, analyse et décrit : ses formes urbaines et sociales, sa complexité, ses réseaux. Mais cette ethnographie est aussi une manière de faire un retour critique sur l'une des légendes et des fictions politiques que construisent aujourd'hui les acteurs politiques.

L'accès aux médicaments des pays en développement*Thomas Berger, L'Harmattan, 2011*

Le médicament est devenu un objet de marché dans une économie mondialisée. Le manque d'accès aux traitements s'analyse comme le résultat d'une exclusion des pays en développement du marché pharmaceutique, causée tant par leur situation socio-économique que par la structure du marché et les règles de l'OMC relative à la propriété intellectuelle.

L'eau et ses enjeux au Sahara*Sous la direction d'Ali Bensaâd, Karthala, 2011*

La question de l'eau se pose comme un enjeu vital dans la diagonale des pays arides où se trouve pris le Maghreb. Mais son caractère impérieux est plus exacerbé dans les territoires sahariens marqués par une aridité extrême. L'auteur, géographe, travaille à l'université de Provence sur les mutations de l'espace saharien et sa place dans le système relationnel international.

TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES**Maghreb****• Égypte**

Les élections législatives qui permettront le transfert du pouvoir à un gouvernement civil, s'étaleront sur un mois à partir d'octobre afin de favoriser le travail des observateurs électoraux, a déclaré un général de l'armée au pouvoir. Le gouvernement profondément remanié du Premier ministre égyptien Essam Charaf a été investi ;

Afrique subsaharienne**• Côte d'Ivoire**

Le président ivoirien Alassane Ouattara a signé un décret créant une commission d'enquête sur les violences post-électorales en Côte d'Ivoire. Cette commission dispose de six mois pour transmettre ses conclusions et recommandations ;

• Somalie

L'Onu a décrété l'état de famine dans deux régions du sud de la Somalie et prévenu que d'autres zones de la Corne de l'Afrique pourraient connaître pareil sort dans les prochaines semaines ;

• Guinée Conakry

La résidence de la fille de Cellou Dalein Diallo, l'ancien candidat à la présidentielle guinéenne, a été perquisitionnée et plusieurs personnes ont été arrêtées, deux jours après l'attaque de la résidence du chef de l'État Alpha Condé ;

• Sud-Soudan

Le nouveau président Salva Kiir a lancé la monnaie nationale du tout nouvel état, la livre sud-soudanaise ;

• Congo Brazzaville

Le 8ème Festival Panafricain de Musique (FESPAM) a débuté à Brazzaville le 9 Juillet au soir. Le décès de sept personnes lors de cette cérémonie d'ouverture a contraint les autorités congolaises à mettre un terme aux festivités.

**Forum régional de développement de la pêche en Afrique à Adis Abeba - Juillet 2011**

La deuxième réunion des acteurs du Programme d'appui à la mise en œuvre de la stratégie de la FAO pour la pêche et l'aquaculture en Afrique s'est tenue à Addis-Abeba avec, selon ses initiateurs, la ferme intention de donner un coup de pouce décisif à l'industrie de la pêche en Afrique au cours des cinq prochaines années.

Le premier objectif de ce programme de cinq ans est de fournir un appui financier aux États africains et de renforcer leurs capacités pour leur permettre de donner toute l'attention que mérite ce secteur, a indiqué la FAO.

Plus de dix millions de personnes dépendent de la pêche, de l'aquaculture et de la transformation des produits de la pêche sur le continent.

CF*Le club du faubourg*

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.